

# La « gauche unie » prépare la bataille municipale

**POLITIQUE** Bilan sans concession et présentation des grands axes du programme

Ils sont une centaine de membres d'une équipe composée de militants du MRC, du PRG, du PS et des Verts et de personnes non adhérentes d'organisations politiques. Ils ont élaboré « un avant-projet d'orientations communales pour 2008-2014 », fruit d'un travail de réflexion mené entre novembre 2006 et octobre 2007. Leur chef de file, le conseiller municipal d'opposition Marc Vuillemot, assure désormais pouvoir « dresser un bilan de l'action de presque sept ans de gestion de la droite locale », présenter « les grands axes du projet 2008-2014 » et « proposer aux autres organisations politiques de gauche une base de confrontation des analyses, orientations et perspectives opérationnelles pour rechercher des voies d'une unité parfaite de la gauche » (lire l'encadré).

## « Bilan de sept ans de pouvoir de la droite »

Le bilan du mandat écoulé est sans concession. En matière d'aménagement du territoire « l'urbanisation à outrance va générer des contraintes et des charges énormes pour la collectivité ». Concernant le site des anciens Chantiers navals, « si quelque chose est sorti de terre » sur des friches industrielles, le parti pris du « tout tourisme et loisir » est dénoncé. Certains choix de la rénovation des quartiers populaires semblent également « contestables » aux yeux des membres de la future liste de la « gauche unie » qui dénonce le déficit de logements « vraiment sociaux ». La protection du patrimoine n'a pas « été une priorité pour la droite », insiste Marc Vuillemot, tan-



Une équipe réunie autour de Marc Vuillemot a travaillé pendant près d'un an pour élaborer un « avant-projet ». (Photo Dominique Leriche)

dis que « le maire a décidé de ne pas se préoccuper de la traversée routière du port ».

En matière de « qualité de ville » et de service public, la privatisation de pans entiers du service public communal est fustigé, tout comme « l'absence de véritable politique environnementale ».

Même les questions de sécurité ne trouvent pas grâce aux yeux du collectif : « la droite a pratiqué une politique de tape-à-l'œil et centré son action sur la répression plutôt que sur la prévention ». Toujours selon la gauche unie, « la droite a estimé que, avec la décentralisation, l'action sociale, culturelle et éducative » ne relevait plus de sa compétence.

Naturellement, au chapitre des finances, pour Marc Vuillemot, les comptes ne sont pas bons : « l'encours de la dette a augmenté d'un tiers, et le coût des dépenses d'investis-

sement par habitant est deux fois et demie celui de la moyenne des villes de même taille que la nôtre ». Etudes diverses, budget faramineux de la communication : « de nombreuses dépenses semblent inutiles » aux yeux du collectif qui relève toutefois quelques actes positifs : « la défense de la laïcité, la création d'un nouveau port de plaisance, la réalisation de la médiathèque du Clos Saint-Louis, l'installation d'un dispositif d'échange thermodynamique, la réhabilitation du pont mobile, sa contractualisation avec les organisations syndicales des personnels communaux et le nouveau calcul des aides aux familles pour la restauration scolaire ».

## « Le voile à peine levé sur le programme »

« Le contenu précis, c'est-à-dire les propositions concrètes, doit encore être affiné » reconnaît Marc Vuille-

mot qui ne veut pas, par ailleurs, soumettre un projet « tout ficelé » à ses futurs partenaires.

« Toutefois, les propositions devront s'orienter autour de trois axes ». Premier point : une politique raisonnée d'aménagement du territoire communal, « rompant avec la logique d'urbanisation à outrance, prévenant ainsi les charges et les contraintes de l'expansion démographique qui atteignent la qualité de la ville ».

Ensuite : une politique d'amélioration du service public communal « modernisant et améliorant l'accès aux services de l'ensemble des citoyens, visant à recréer les pans du service municipal. Nous allons étudier les possibilités de remunicipalisation des contrats dévolus au privé (eau, assainissement, propreté de la ville...) et nous chercherons à apporter une valeur ajoutée pour le développement économique à travers les modes de garde des enfants, le loisir, le cadre de vie, la culture, le sport, les services à la personne, les activités périscolaires... ».

Troisième axe : une politique de la solidarité communale et de la démocratie locale. « Il faut revisiter le rapport impôt/taxation des services dans le sens de la solidarité communale, hiérarchiser les orientations budgétaires, ramenant à leur juste place les dépenses superfétatoires et lutter contre une dette communale qui a dépassé la limite de l'acceptable ».

Un catalogue de promesses que la gauche unie devra donc affiner, mais aussi chiffrer et financer. La campagne ne fait que commencer. Mais elle est bel et bien lancée.

PH. C.

## Ce qui reste en débat

Le groupe constitué autour de la gauche unie lance une série d'idées toujours en débat.

Ainsi en matière d'aménagement du territoire communal, même si une réflexion a déjà été menée, reste à préciser le programme concernant : le PLU, la rénovation des quartiers populaires, la circulation pour la traversée nord-sud de la ville, l'amélioration de la sécurité et des cheminements des piétons et des vélos, les transports collectifs, le stationnement, les espaces naturels, les réseaux d'eau, le besoin de logement, le développement économique...

En ce qui concerne l'amélioration du service public communal : l'éducation scolaire, l'éducation périscolaire, les temps du quotidien et les âges de la vie, la prévention et la sécurité, la santé, l'insertion par l'économique...

Enfin, en matière de gestion communale et de démocratie locale : la situation budgétaire, l'impôt facteur de solidarité, la gestion publique communale, la démocratie locale...